

France/Attentats de 2015

Hommage solennel aux victimes... sans les Parisiens

AFP
Paris/France

Très peu d'habitants de la capitale se sont rendus place de la République pour cette ultime journée d'une semaine de commémorations.

UN an après les attentats jihadistes de Paris, la France a rendu un ultime hommage hier aux 149 personnes fauchées par le terrorisme en cette année noire de son histoire, mais seule une poignée de Parisiens s'étaient déplacés place de la République. Nombreux depuis un an à venir spontanément se recueillir sur cette place au cœur de la capitale d'où était partie la manifestation monstre du 11 janvier 2015, et devenue au fil des mois un mémorial à ciel ouvert, ils ont laissé cette fois la cérémonie présidée par François Hollande se dérouler sans eux. Elle concluait une semaine d'hommages aux victimes des attentats. Le sentiment de peur ravivé par les attentats du 13 novembre (130 morts) et l'attaque d'un commissariat jeudi par un homme armé d'un hachoir, qui a été abattu, ont peut-être joué un rôle. Et "les Parisiens ne sont pas vraiment du matin", a avancé en

guise d'excuse la maire de la capitale Anne Hidalgo, les appelant à "venir nombreux allumer des bougies" sur la place dans la soirée, au moment de l'illumination d'un "chêne du souvenir". « C'est important que nous venions dire "on n'a pas peur, la vie continue mais on les oublie pas" », soulignait pourtant de son côté une Parisienne, Maissara Benhassani, qui a bravé le temps maussade et les barages de police filtrant l'entrée sur la place. Quelques centaines de personnes ont regardé sur grand écran le dévoilement d'une plaque "à la mémoire des victimes des attentats terroristes" par le président François Hollande, scellée au pied de l'arbre planté à une extrémité de la place. Puis le chanteur Johnny Hallyday, tout de noir vêtu, a interprété "Un dimanche de janvier", rappel de la formidable mobilisation de l'an dernier après les attaques meurtrières (17 morts) contre Charlie Hebdo et un magasin casher et l'assassinat d'une policière, quand une foule de 1,5 millions de personnes et une cinquantaine de dirigeants étrangers avaient manifesté contre le terrorisme. Le choix du chanteur populaire de 72 ans n'a pas fait l'unanimité, certains ne se



Ils n'étaient qu'une poignée de Parisiens, place de la République hier. La peur et le temps maussade.

privant pas de rappeler que plusieurs dessinateurs de Charlie tués par les jihadistes (Cabu, Riss ou Charb) en avaient fait leur tête de turc. Après d'autres chants entonnés par le Chœur de l'armée française et une minute de silence, la cérémonie s'est achevée par La Marseillaise, écoutée en silence par une partie du public, reprise à mi-voix par d'autres. "TRAUMA COLLECTIF" • Drapeaux, bougies, dessins, photographies, fleurs, textes manuscrits ou imprimés déposés par des anonymes ont transformé le socle de la statue de la République en mémorial continuellement renouvelé. Belkacem, un ouvrier du bâtiment de 42 ans, remarque qu'un drapeau kabyle flotte à côté de drapeaux français. "J'ai perdu un cousin dans

l'attentat de Charlie", le correcteur algérien et kabyle du journal satirique, Mustapha Orrad, confie-t-il. Edwige, 42 ans, est venue en voisine, accompagnée de son fils de sept ans. Pour cette psychanalyste qui fréquentait quotidiennement l'un des cafés visés par les attaques du 13 novembre, "la seule réponse aux attentats, c'est la vie, c'est la joie, c'est le désir". "Ce quartier est formidable", ajoute-t-elle, "la vie a vite repris le dessus". Elle raconte cependant que parmi ses patients, "pendant quelques semaines tous ne parlaient que des attentats. C'est en ce sens qu'on peut parler d'un trauma collectif". Depuis janvier, des militaires patrouillent les rues de Paris, gardent synagogues, écoles juives ou mosquées dans tout le pays. Depuis novembre,

l'état d'urgence est décrété, perquisitions et arrestations se sont multipliées. L'état d'urgence "devait avoir lieu, mais il doit avoir une fin", estime Christophe Le Luduec, 46 ans, directeur commercial, venu place de la République, pour qui "le tout sécuritaire fait le foyer des extrêmes". La peur est venue gonfler les scores électoraux de l'extrême droite, et les inquiétudes sont particulièrement vives au sein de la communauté juive : l'émigration vers Israël a battu un record en 2015, avec près de 7 900 départs. Le malaise est aussi profond chez les musulmans français, visés par une recrudescence d'actes islamophobes et qui se sentent stigmatisés. Pour défendre un islam de "concorde", le Conseil français du culte musulman (CFCM) organisait ce week-end une opération portes ouvertes dans des centaines de mosquées. Après la cérémonie place de la République, François Hollande s'est rendu à la Grande Mosquée de Paris pour "un moment d'échange, de convivialité et de fraternité autour d'un thé". Sur la place, après les hommages officiels, quelques centaines d'anonymes sont venus distribuer des "câlins" ou encore chanter à la mémoire des victimes.

L'Afrique en bref

Madagascar/Sénatoriales. Le parti du président vainqueur
Le parti du président malgache Hery Rajaonarimampianina, le HVM, a remporté une large victoire aux élections sénatoriales du mois dernier, selon les résultats provisoires officiels.

• **Mali/Violence. Un enlèvement par des "sous-traitants" d'Al-Qaïda**
L'enlèvement d'une Suisse, Béatrice Stockly, à Tombouctou dans la nuit de jeudi à vendredi a été mené par des "sous-traitants" d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, a affirmé hier une source de sécurité malienne, tandis que les autorités indiquaient n'avoir aucune information sur son sort.

• **Niger/Présidentielle. Dix candidatures validées**
La Cour constitutionnelle du Niger a validé 15 candidatures pour la présidentielle du 21 février, dont celle de l'opposant Hama Amadou, écroué depuis près de deux mois pour un trafic présumé de bébés.

• **Ouganda/Présidentielle. Museveni appelle à réélire le vieux**
Le président ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 30 ans, a appelé les électeurs à réélire le "Vieux" lors de la présidentielle du 18 février, affirmant que sa tâche à la tête du pays n'était pas terminée. M. Museveni, dont l'âge exact n'est pas connu mais qui aurait au moins 71 ans, a fait modifier la constitution en 2005 pour abolir la limitation à deux mandats présidentiels.

Tunisie/Politique

Un dirigeant démissionnaire de Nidaa Tounes annonce le lancement d'un nouveau parti

AFP
Tunis/Tunisie

LE secrétaire général démissionnaire de Nidaa Tounes, Mohsen Marzouk, a annoncé hier à Tunis le lancement en mars d'un nouveau parti après son départ de cette première force politique, secouée depuis des mois par une crise politique. Affaibli par le départ de Béji Caïd Essebsi, premier président démocratiquement élu de Tunisie, Nidaa Tounes qui

a 86 sièges au Parlement, est miné depuis des mois par une "bataille de succession" opposant principalement son secrétaire général démissionnaire, Mohsen Marzouk, et le fils du chef de l'Etat, Hafedh Caïd Essebsi. "Il n'y a aucune possibilité pour continuer notre projet moderne avec ce groupe (le clan de M. Caïd Essebsi). Nous annonçons le lancement prochain d'un parti démocratique et populaire, un parti fort et moderne, son premier défi sera la victoire aux élections municipales" prévues



Mohsen Marzouk va diriger le nouveau parti issu de sa séparation d'avec Nidaa Tounes.

initialement fin 2016, a déclaré M. Marzouk lors d'un rassemblement à Tunis. Le lancement officiel de ce parti qui "sera ouvert à toutes les forces nationales" et qui fait "une séparation entre la religion et la politique", est prévu le 2 mars, a précisé M. Marzouk. Ce rassemblement a été organisé alors que Nidaa Tounes tenait depuis samedi un congrès constitutif de deux jours à Sousse (centre-est). Le chef du parti islamiste Ennahda Rached Ghannouchi,

invité au congrès de Sousse, a martelé que la Tunisie est un "oiseau qui vole grâce aux deux ailes d'Ennahda et de Nidaa Tounes". L'animosité entre les clans Marzouk et Caïd Essebsi est montée d'un cran fin octobre avec des accusations de violence lors d'une réunion du bureau exécutif. Nidaa Tounes est une formation hétéroclite née en 2012 et composée aussi bien de personnalités de gauche et de centre droit que d'anciens dignitaires du régime de Zine El Abidine Ben Ali.

A travers le monde

Arabie Saoudite/Diplomatie. Les pays arabes soutiennent Ryad
Les pays de la Ligue arabe ont exprimé hier leur "solidarité totale" avec l'Arabie Saoudite face aux "actes hostiles" de l'Iran, au moment où une grave crise diplomatique oppose les deux puissances régionales.

• **Espagne/Politique. Catalogne : Puigdemont veut démarrer le processus de sécession avec Madrid**
Carles Puigdemont, désigné pour présider la Catalogne, a appelé hier au démarrage du processus de sécession dans un discours devant le Parlement de cette riche région d'Espagne.

• **Mexique/Criminalité. Le baron de la drogue "El Chapo" va retourner à la prison d'Altiplano**



Le baron de la drogue Joaquín "El Chapo" Guzmán va retourner à la prison de haute sécurité d'Altiplano d'où il s'était évadé de manière spectaculaire en juillet, a annoncé vendredi la procureure générale mexicaine Arely Gomez. Mais il pourrait aussi être extradé aux Etats-Unis.

Allemagne/Violences du Nouvel An à Cologne

Le nombre de plaintes dépasse les 500

AFP
Berlin/Allemagne

LA police de Cologne (ouest) a indiqué hier que le nombre de plaintes liées aux violences dans la nuit du Nouvel An était désormais de 516, dont environ 40% pour des faits d'agression sexuelle. Samedi, le bilan du nombre de plaintes avait déjà été for-

tement relevé, à 379. Dix-neuf personnes sont pour l'instant considérées comme suspectes, a indiqué la police dans un communiqué sans autre détail. Par ailleurs, la police a procédé samedi soir à l'arrestation d'un Marocain de 19 ans soupçonné de vol de portables le soir de la Saint-Sylvestre sur la place principale de Cologne. Cet homme est déjà connu des services de police.

La police de Cologne, dont le chef a été mis à pied vendredi après de nombreuses critiques notamment sur une communication très tardive et limitée, avait affirmé samedi que les personnes sur lesquelles elle enquêtait étaient "originaires en grande partie de pays d'Afrique du Nord" et "en grande partie des demandeurs d'asile et des personnes se trouvant en Allemagne illégalement". Cela n'a pas été

répété par la police dans son communiqué d'hier. La nuit de la Saint-Sylvestre a également été le théâtre d'actes de violence à Hambourg, où quelque 133 plaintes, notamment pour agression sexuelle, ont désormais été déposées, a parallèlement indiqué dimanche la police de cette ville du nord de l'Allemagne, tout en précisant que les profils des personnes décriées par les plaignantes

étaient divers. Les violences survenues à Cologne et qui impliqueraient donc des réfugiés ont suscité un grand émoi en Allemagne et nourri les critiques sur la politique d'accueil menée depuis plusieurs mois par la chancelière Angela Merkel. Celle-ci a d'ailleurs durci le ton ces derniers jours. Les migrants a vu affluer en 2015 plus d'un million de demandeurs d'asile

Photo : AFP